

LE CANADA ET LES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET D'EUROPE DE L'EST

Dans bien des cas, les images des bouleversements qui ont balayé l'Europe centrale et l'Europe de l'Est — la chute du Mur de Berlin, les foules en liesse place Wenceslas à Prague — nous sont restées à l'esprit en tant que symboles de progrès. Mais d'autres scènes, agitation et violence dans les villes, désespoir des nouveaux chômeurs, devraient nous rappeler que le paysage politique de la région est en constante transformation, que les tensions et les possibilités qui accompagnent les changements économiques seront à la fois durables et inégales, et aussi que les pays de cette région auront encore besoin d'aide et d'appui.

La réforme économique n'a pas progressé partout au même rythme; jusqu'ici, les plus grands succès ont été enregistrés en Pologne, en Hongrie et dans la République fédérale tchèque et slovaque. En Bulgarie et en Roumanie, où l'économie était moins développée, la restructuration et le redressement économiques ont été plus lents. Les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), après avoir recouvré leur indépendance, doivent maintenant concilier leur désir de nouer des rapports plus étroits avec leurs voisins occidentaux, à l'héritage des liens tissés avec l'ex-Union soviétique. L'Albanie, qui sort à peine de son isolement, est en pleine désorganisation économique. Malgré des progrès parfois hésitants, les gouvernements de la région ont en général adopté les réformes nécessaires en cette période de difficultés économiques.

La Yougoslavie, qui était naguère le pays le plus avancé d'Europe de l'Est, a éclaté par suite de violents conflits. Le rétablissement de l'infrastructure politique et économique de ses anciennes républiques nécessitera des ressources considérables, dépassant largement l'appui qu'assurent actuellement les initiatives internationales d'aide humanitaire.

L'intégration des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est au système économique international sera la clé de tous les efforts déployés pour répondre aux aspirations démocratiques de

leurs populations et pour développer des économies de marché. Les pays et les institutions de l'Occident se sont montrés ouverts sur cette question. L'OTAN a mis sur pied le Conseil de coopération de l'Atlantique Nord, l'Organisation de coopération et de développement économiques continue d'élaborer des programmes visant à répondre aux besoins de la région et la Communauté européenne a signé des accords d'association avec la Pologne, la Hongrie et la République fédérale tchèque et slovaque.

Le « Groupe des Vingt-Quatre », qui comprend le Canada, continue d'appuyer économiquement et politiquement la région. Depuis 1990, les membres du G-24 ont consacré quelque 45 milliards \$C à diverses formes d'assistance économique, dont des programmes d'allègement de la dette, des dons, des prêts, de l'assistance au titre de la balance des paiements et de l'aide technique. Le Canada, par exemple, a fourni plus de 2,25 milliards \$C. Les membres du G-24 ont mis à la disposition de ces pays des compétences dans les domaines des techniques et de la gestion, ils leur ont fourni les secours d'urgence nécessaires, et ils ont contribué au développement de leur infrastructure et à leur stabilité macro-économique.

Les membres du G-24 ont également fourni des fonds par l'entremise d'institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Les organisations multilatérales, grâce à leurs ressources financières et à leurs compétences techniques, continueront de fournir un appui essentiel aux pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est pendant cette période de transformation.

La majorité des programmes canadiens de coopération bilatérale et d'aide technique passent par le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Ce groupe, qui s'occupait surtout à l'origine de la Pologne et de la Hongrie, a maintenant étendu son activité à la République fédérale